
Funded
by the European Union
and the Council of Europe



COUNCIL OF EUROPE



Implemented
by the Council of Europe

Académie d'intégration interculturelle

18-19 février 2020

Marrakech

Introduction

Une académie interculturelle s'est tenue à Marrakech, au Maroc, les 18 et 19 février 2020. Elle a réuni des participant-e-s du Maroc, de Jordanie, de Palestine* et de Tunisie. L'académie a été organisée/s'est tenue dans le cadre du programme conjoint Union européenne/Conseil de l'Europe intitulé « Assurer la durabilité de la gouvernance démocratique et des droits de l'homme dans le sud de la Méditerranée » (Programme Sud III). Ce programme est cofinancé par les deux organisations et mis en œuvre par le Conseil de l'Europe.

Le Programme Sud vise à soutenir la construction d'un espace démocratique commun reposant sur des valeurs communes, des garanties juridiques, des institutions efficaces et des réseaux actifs dans toute la Méditerranée. L'un des défis posés par une démocratie forte et la protection des droits de l'homme est de garantir l'égalité pour tou-te-s les citoyen-ne-s, indépendamment de leur origine, sexe, orientation sexuelle, âge, confession/convictions et autres caractéristiques. L'égalité peut être réalisée en partie grâce à des cadres juridiques et institutionnels efficaces tels que les organismes de promotion de l'égalité, mais elle nécessite aussi de mettre en place des politiques inclusives dans tous les domaines de la vie.

Le Conseil de l'Europe, par le biais de son Programme des cités interculturelles, a développé un concept politique éprouvé pour des politiques locales en faveur de la diversité et de l'inclusion, qui est devenu une norme internationale¹ adoptée par 140 villes à travers le monde, y compris au Maroc.

Les académies interculturelles sont un concept développé par le Programme des cités interculturelles (ICC). Par le biais des académies, des expert-e-s ICC proposent aux participant-e-s une vaste introduction à l'interculturalisme sur un grand nombre de thèmes. À Marrakech, l'académie était axée sur l'élaboration de politiques et de stratégies pour la cité interculturelle ainsi que sur la méthodologie anti-rumeurs. Les académies sont un bon moyen de se familiariser avec l'ICC et les outils disponibles et permettent aussi aux villes de se rencontrer et d'échanger sur leurs expériences.

¹ [Recommandation CM/Rec\(2015\)1 du Comité des Ministres aux États membres sur l'intégration interculturelle](#)

* Cette dénomination ne saurait être interprétée comme une reconnaissance d'un État de Palestine et est sans préjudice de la position de chaque État membre du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne sur cette question.

Ensuring Sustainable Democratic Governance and Human Rights in the Southern Mediterranean



Alors que l'ICC dispose déjà d'un réseau national au Maroc, des participant-e-s de Tunisie, de Jordanie et de Palestine* ont découvert l'ICC pour la première fois. L'académie a également présenté les réseaux nationaux et les avantages du Programme pour les villes membres. Les académies ICC s'appuient généralement sur les thèmes demandés par les participant-e-s. Cependant, en raison de l'importante dispersion régionale des participant-e-s et du fait que l'ICC était nouveau pour un grand nombre d'entre eux/elles, le programme a été conçu de manière à introduire le thème aussi largement que possible. Cet événement était le premier événement ICC mis en œuvre dans le voisinage méridional.

Les participant-e-s à l'événement comprenaient à la fois des élu-e-s et des fonctionnaires, des niveaux local et national. Au total, 30 participant-e-s ont pris part à l'académie, représentant 15 villes et trois ministères. Cet événement a aussi réuni des représentant-e-s du Conseil de l'Europe. L'événement s'est tenu en anglais et en arabe grâce à l'interprétation simultanée.

L'allocution d'ouverture a été prononcée par M. Hassan El Mounadi, vice-président pour la Culture, les Sports et la Jeunesse à Marrakech, qui a chaleureusement remercié la ville. M. Ahmed Skim, directeur des affaires de la migration, ministre délégué au ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, chargé des Marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration, a présenté la situation au Maroc en ce qui concerne la migration et l'intégration. Enfin, Mme Irena Guidikova, qui représente le Conseil de l'Europe, a souligné la nécessité d'adopter de nouveaux modèles efficaces d'intégration dans le monde d'aujourd'hui.

1^{ère} journée – Le concept de l'intégration interculturelle dans les politiques locales

Dans sa présentation, l'expert ICC Phil Wood s'est étendu sur le concept d'interculturalité, décrivant l'avantage de la diversité et le contexte du programme ICC. Il a souligné que l'interculturalisme repose sur



l'identification des ressources de chaque individu, indépendamment de son origine ou identité, et qu'il lui permet de contribuer à la communauté. Lors de la présentation, le triangle politique développé par Carlos Jimenez a été décrit, ainsi que les différentes politiques et effets de ces dernières s'agissant de l'intégration des migrants. Ici, l'assimilation, la ségrégation, le

multiculturalisme et l'interculturalisme ont été examinés comme des cadres politiques précédant l'interculturalisme et réalisant des résultats sur le plan de l'égalité, de la reconnaissance de la diversité et



Ensuring Sustainable Democratic Governance and Human Rights in the Southern Mediterranean



de l'accès aux droits, mais ne permettant pas d'instaurer une confiance sociale dans des sociétés plurielles. La confiance sociale étant le résultat d'interactions positives et d'une action commune tendant à la réalisation d'objectifs communs, M. Wood a exhorté les villes à inciter les citoyens à se réunir et à mettre en place des outils, des espaces et des processus d'interaction.

Le [programme des cités interculturelles](#) a été brièvement présenté, de même que l'[index des cités interculturelles](#) et les [réseaux](#) à travers le monde. L'ICC aide les villes à examiner leurs politiques dans une perspective interculturelle, en soulignant les domaines d'excellence et ceux dans lesquels des améliorations peuvent être apportées. Dans cette perspective, l'index ICC offre aux villes la possibilité d'examiner leurs travaux et d'entrer dans un réseau visant à [partager les bonnes pratiques](#) et les enseignements.

La discussion qui a suivi la présentation était axée sur plusieurs thèmes principaux. De nombreuses villes ont souligné la nécessité de l'interculturalisme, comme outil pour offrir un meilleur accès aux services à tous les habitant-e-s et à tous les niveaux. Il faut pour cela un engagement et une volonté politiques. Il a été souligné que plusieurs villes avaient déjà intégré ces politiques et événements, mais qu'il convient de renforcer l'action sur le terrain. Les villes ont également attiré l'attention sur la différence entre multiculturalisme et interculturalisme, et sur le fait qu'en mettant l'accent sur l'interculturalisme, un sentiment de cohésion et d'appartenance se crée. Plusieurs références ont été faites à la législation nationale et aux restrictions auxquelles les villes doivent faire face, ainsi que la manière dont l'interculturalisme pourrait fonctionner dans les cadres existants. Il a aussi été indiqué que les villes devraient entamer un dialogue avec tous les habitant-e-s et que ce dialogue pourrait servir de moyen d'information jusqu'au niveau de l'État.

La discussion a également porté sur l'hébergement des réseaux de villes qui existent déjà au niveau international, en faisant le lien avec les caractéristiques propres au réseau ICC. Les participant-e-s ont souligné que toutes les villes travaillent à l'amélioration des services municipaux et des collectivités locales. Plusieurs participant-e-s ont souligné que la coopération était nécessaire pour apporter des améliorations supplémentaires. Certaines villes ont aussi attiré l'attention sur les stratégies locales existantes, qui, bien qu'elles ne soient pas pleinement interculturelles, portent sur les mêmes thèmes.

Enfin, les participant-e-s ont fait part de difficultés concernant les ressources insuffisantes et la nécessité de trouver des solutions qui peuvent être mises en œuvre dans le cadre des fonds disponibles. La technologie a été évoquée comme une solution possible, de même que l'évaluation des politiques actuelles pour tirer des enseignements des pratiques phares appliquées ailleurs et innover. En outre, il est important de passer de la politique à l'action, qui est la mesure finale pour parvenir à l'égalité. Les villes



Funded
by the European Union
and the Council of Europe



COUNCIL OF EUROPE



Implemented
by the Council of Europe

ont également insisté sur le fait qu'il n'existe pas de solution unique, et que les politiques interculturelles et les mises en œuvre doivent être adaptées au contexte local afin de garantir une mise en œuvre efficace.

1^{ère} journée – Compétence interculturelle – la perspective marocaine

Le coordinateur national du réseau marocain ICC, Abderrahman Lamrani, a présenté la perspective marocaine, axée sur les compétences des assemblées locales au Maroc en vertu de la loi 114/13, ainsi que



sur les bonnes pratiques mises en œuvre au quotidien par les maires et les conseillers. Les identités plurielles de chaque individu ont été mises en évidence, soulignant les compétences, les capacités et les aptitudes de chaque personne. Avec le changement du paysage des migrations au Maroc, du fait qu'un plus grand nombre de migrants restent dans le pays, il est nécessaire d'adopter de nouvelles politiques et formes de coopération entre l'État et les niveaux locaux. Par conséquent, selon M. Lamrani,

l'interculturalisme est un plus.

Cela doit aller de pair avec des politiques locales et la mise en œuvre au niveau local. Les collectivités locales sont en première ligne lorsqu'il s'agit de gérer les migrations. À cet égard, la ville de Tanger a été citée à titre de bon exemple pour ce qui est de la communication avec les migrant-e-s et de leur participation un programme d'intégration qui est en place depuis sept ans.

Les participant-e-s ont évoqué la nécessité d'un apprentissage entre pairs, en s'inspirant des bons exemples et en apprenant des erreurs. En partageant des informations, nous pouvons tous apprendre les uns des autres. Il s'agit notamment d'apprendre comment les collectivités locales peuvent travailler dans le cadre de la législation nationale et des contraintes pour répondre aux besoins de leurs habitant-e-s. Sur ce point, les villes ont souligné qu'il faut adopter une nouvelle façon de penser pour réaliser plus d'actions au niveau local dans ce domaine.

Une ville a également soulevé la nécessité de comprendre la définition plus large de la culture et des identités plurielles de l'individu pour mettre pleinement en œuvre l'interculturalisme. Un-e participant-e a souligné que trois concepts prédominaient au Maroc – celui de migrant-e, d'étranger-ère et d'expatrié-e. Ces concepts stigmatisent les personnes différentes. Un-e autre participant-e a souligné la nécessité de prendre en compte le savoir-faire, les qualifications et l'expérience professionnelle que les migrant-e-s apportent à la ville.



Ensuring Sustainable Democratic Governance and Human Rights in the Southern Mediterranean



En outre, le rôle des collectivités locales dans le contexte de l'actuelle décentralisation des pouvoirs a été examiné, en mettant l'accent sur le renforcement de l'autonomie locale, des ressources supplémentaires du gouvernement central pour les villes, et des responsabilités claires pour tous les niveaux. Pour que cela soit une réussite, un certain nombre de parties prenantes doivent travailler ensemble – États, ONG et autres parties prenantes, aux niveaux local, régional et international. Les participant-e-s ont souligné que l'approche d'intégration interculturelle du Conseil de l'Europe, en tant que méthode approuvée sur le plan international pour déterminer et définir le meilleur résultat des politiques d'intégration/inclusion et la pérennité de la coexistence dans la diversité, pourrait se révéler utile.

Après la clôture des deux premières discussions, il est manifeste que les participant-e-s ont pu se faire une idée du contexte local et des principes de l'ICC. Les présentations suivantes approfondissent des thèmes particuliers. Des réflexions sur les concepts de base ont été faites tout au long de l'académie, surtout concernant le triangle politique de Carlos Jimenez et le cadre juridique en place.

1^{ère} journée – Compétence interculturelle et méthodologie anti-rumeurs

L'expert ICC Daniel de Torres a présenté une introduction aux [discours alternatifs](#) et à la [méthodologie anti-rumeurs](#).

$$I = E_{rdo} + D_{rvv} \times \frac{1}{D_{discr} + S_{egr}} \times Inter$$

E_{rdo} = Equality of rights, duties and opportunities
 D_{rvv} = Recognition, value and visibility of Diversity
 $Inter$ = Positive interaction
 D_{discr} = Discrimination
 S_{egr} = Segregation

Après avoir présenté la formule de l'interculturalisme puis décrit les éléments de la compétence interculturelle, il a invité les participant-e-s à réfléchir à l'incidence des connaissances, des qualifications, des valeurs et des attitudes lorsqu'il s'agit d'établir un état d'esprit interculturel parmi le grand public.

Les participant-e-s ont ensuite été invité-e-s à discuter en petits groupes des rumeurs qu'ils/elles avaient entendu dans leurs villes en ce qui concerne les minorités, et pourquoi ils/elles pensaient que la rumeur/le préjugé avaient persisté, et aussi ce qui pouvait être fait pour les combattre.

Les groupes ont recensé des rumeurs liées au marché du travail, aux risques pour la santé et la sécurité, ainsi qu'à l'accès aux droits. Pour ce qui est des solutions, tous les groupes ont considéré que les flux d'information, ainsi que le rôle des médias, étaient importants.



Ensuring Sustainable Democratic Governance and Human Rights in the Southern Mediterranean

Funded
by the European Union
and the Council of Europe



EUROPEAN UNION

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

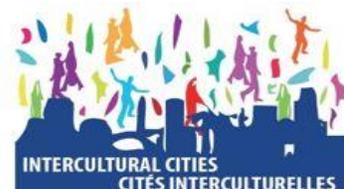
Implemented
by the Council of Europe

M. de Torres a ensuite présenté la méthodologie anti-rumeurs, qui est une méthode pour lutter contre les rumeurs. Une stratégie anti-rumeurs est un processus à long terme destiné à créer du changement social dans le but de prévenir la discrimination, de promouvoir l'inclusion et les interactions positives, mais aussi d'exploiter tout le potentiel de la diversité dans l'intérêt de la société tout entière. La stratégie devrait être utilisée pour promouvoir l'esprit critique, et la prudence devrait être de mise pour ne pas répandre les rumeurs involontairement, sous peine de les renforcer au lieu de les déconstruire.

Il a été souligné que les stéréotypes, les préjugés et les rumeurs sont de nature complexe : ils associent des convictions, des attitudes, des sentiments et des comportements. Les préjugés peuvent se traduire par une discrimination. Étant donné que les rumeurs corroborent des convictions, de simples données ne sont pas suffisantes pour les combattre. Les points clés pour déconstruire des rumeurs sont plutôt une association de connaissances, d'empathie, d'interactions positives et de réduction des inégalités. Pour déconstruire les rumeurs, dix actions ont été identifiées : la communication, attirer de nouveaux alliés, promouvoir la connaissance et l'esprit critique, actions participatives et d'autonomisation, promouvoir des interactions positives, s'opposer directement aux préjugés et aux rumeurs, zones sans rumeurs, labos créatifs anti-rumeurs, toucher de nouveaux cercles d'influence ainsi que la coopération avec d'autres villes.

1^{ère} journée – Réseaux nationaux – objectifs, fonctionnement et enseignements tirés

Carla Calado, coordinatrice du réseau portugais ICC, a présenté le rôle des réseaux nationaux. Lors de la présentation, elle a souligné les avantages qu'offre le réseau national en créant de la visibilité, une analyse comparative, des possibilités de développement et d'apprentissage. Le réseau portugais ICC tient des réunions deux fois par an et organise aussi des projets conjoints, comme un laboratoire des politiques en 2018. Pour unir les forces, il faut davantage de ressources et de contributions. Cela signifie que le réseau a actuellement la possibilité de créer une application, pour aider les nouveaux arrivants au Portugal, en leur présentant le cadre juridique ainsi que les événements sociaux.



Ensuring Sustainable Democratic Governance and Human Rights in the Southern Mediterranean

Funded
by the European Union
and the Council of Europe



EUROPEAN UNION

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Implemented
by the Council of Europe

Le réseau doit faire face à des difficultés telles que des modifications engendrées par les élections, un changement de représentant-e-s et un manque de ressources des villes. À ce stade, les participant-e-s marocain-e-s ont été invité-e-s à mener une réflexion sur leur réseau national, les difficultés auxquelles



ils-elles sont confronté-e-s et comment les résoudre. Les participant-e-s ont insisté sur la nécessité d'une structure et d'une feuille de route claires pour l'activité du réseau. Si le réseau n'est pas actif, il tombe dans l'oubli et aucune amélioration n'est apportée. Les participant-e-s ont aussi souligné que les objectifs et domaines de travail doivent être clairement définis. Comme indiqué plus tôt au cours de la journée, il existe de nombreux réseaux et les ressources

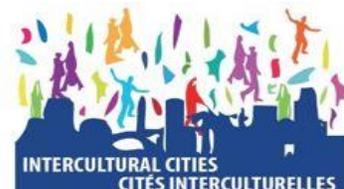
sont limitées, de sorte que l'avantage du réseau pour les villes doit être clarifié, tout comme les cadres de fonctionnement du réseau.

Les participant-e-s ont aussi insisté sur la nécessité de pérenniser le réseau pour lui permettre de faire face aux changements au niveau politique. Il est important que les idées du réseau soient ancrées dans l'administration municipale, et que des décideurs-euses, tant au niveau politique que de la fonction publique, soient associés aux travaux du réseau pour garantir un soutien et un impact continus. En outre, la nécessité d'une évaluation et d'un suivi a été soulevée.

Le thème des réseaux nationaux a de nouveau été abordé lors de la deuxième journée, alors que les participants ont fait part de leurs réflexions sur les prochaines étapes. Il ressort des résultats de l'enquête qu'une majorité de participant-e-s a jugé qu'un réseau national serait utile, même si le financement est source de préoccupations. Ainsi que cela a été noté lors de la discussion, plusieurs participant-e-s ont souligné que le réseau national sous sa forme actuelle présente des défaillances.

2^{ème} journée – l'approche interculturelle dans les politiques et services publics

La deuxième journée a commencé par une immersion dans les politiques publiques menées dans le cadre de l'interculturalisme. L'expert ICC Phil Wood, après une brève introduction, a demandé aux participant-e-s de former des groupes dans le but d'élaborer ou de réviser une politique ou une action locales en tenant compte des principes interculturels.



Ensuring Sustainable Democratic Governance and Human Rights in the Southern Mediterranean



Il a également présenté les fondements de la communication interculturelle et les domaines auxquels accorder la priorité pour s'assurer de faire passer le message dans un contexte interculturel.

Les groupes ont présenté des idées dans de nombreux domaines de la société :

- Un centre qui met en valeur les cultures de tous les continents, et qui met l'accent chaque mois sur un domaine bien précis et associe la communauté locale et les représentant-e-s des groupes minoritaires.
- Association d'étudiant-e-s qui présente à ses membres les différentes cultures représentées au sein de l'association.
- Création de centres sportifs accessibles aux migrant-e-s pour accroître les interactions positives.
- Amélioration de la bibliothèque en l'équipant d'un centre multimédia, d'une aire de jeux pour les enfants pour que les mères puissent accéder à l'espace, mise en place d'ateliers pour les groupes concernés, proposition de livres dans différentes langues et sur les cultures présentes dans la communauté locale, manifestations culturelles ainsi qu'un hall d'entrée avec du personnel multilingue pour accueillir les personnes qui arrivent à la bibliothèque.
- Maisons de quartier dotées d'un jardin et d'une salle polyvalente, mise en place d'activités pour les femmes, les personnes âgées et les jeunes. La salle polyvalente pourrait être mise à disposition pour des événements organisés par les familles, comme des anniversaires et des mariages, la plupart des habitant-e-s n'ayant pas de grands appartements. En proposant ce service gratuitement ou pour une somme symbolique à celles et ceux qui en ont besoin, un espace propice aux interactions pourrait être mis en place.
- Un espace commun réservé aux traditions islamiques, où chaque événement compte un-e représentant-e de différents pays pour mettre en évidence la spécificité de leur culture.
- Un projet a été cité en exemple : l'utilisation de méthodes participatives pour demander aux habitant-e-s ce qu'il manque dans leur centre local. L'enquête leur a permis d'apprendre un certain nombre de choses – ils/elles ont décidé d'accorder plus de place au théâtre et au cinéma et de tenir compte des personnes qui ont des problèmes de mobilité. En outre, ils/elles ont augmenté l'offre de transports publics pour s'y rendre, afin de créer une meilleure accessibilité, et ils/elles envisagent également de mettre en place un espace sportif et un centre de langues. Ils/elles souhaitent aussi inclure les personnes âgées, et créer des interactions entre les générations en permettant aux plus âgés de former les jeunes qui n'ont pas été en mesure d'accéder au marché de l'emploi et qui doivent se reconvertir.



Funded
by the European Union
and the Council of Europe



EUROPEAN UNION

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Implemented
by the Council of Europe

Les idées présentées par les groupes étaient pratiques et la plupart des projets étaient en cours. La discussion a permis de mettre en évidence de nouvelles idées et directions et de souligner que de nombreuses villes font face à des problèmes similaires et qu'elles peuvent bénéficier de solutions communes. Alors que les résultats des discussions de groupe n'étaient pas toujours explicitement axés sur la diversité culturelle, ils ont contribué à donner des détails sur le concept de diversité inclusive en tant que principe clé de la prestation de services publics.

2^{ème} journée – Participation politique et sociale dans une société plurielle

Anne Bathily, experte ICC, a présenté des idées pour la participation sociale, laquelle a été définie à la fois



comme un indicateur et comme le résultat final du processus d'intégration.

Toutes les villes ont été invitées à décrire une difficulté à laquelle elles sont confrontées, le public cible ainsi que les mesures qu'elles doivent prendre pour atteindre l'objectif. Les participant-e-s ont recensé les domaines suivants, qui présentent de nombreuses similitudes entre les villes.

- Plusieurs villes sont confrontées au problème de l'abandon scolaire précoce des enfants. Alors qu'un grand nombre d'entre elles ont mis en place des mesures comme la formation professionnelle, elles ont des difficultés à établir le contact avec le public cible et à le faire participer aux mesures alternatives proposées.
- Les villes ont également des difficultés à établir le contact avec les groupes cibles lorsqu'il s'agit de migrant-e-s, qui ont leurs propres associations et se retrouvent isolé-e-s de la société en général.
- Prestation de services aux groupes vulnérables tels que les jeunes, les mères célibataires et les jeunes enfants par l'intermédiaire de centres qui peuvent offrir des loisirs très intéressants et éventuellement financer les associations qui viennent en aide à ces groupes.
- Certaines villes se heurtent à des difficultés concernant la migration interne et ne sont pas en mesure d'offrir des services à tous/toutes. Elles ont mis des mesures en place pour soutenir les zones rurales et les aider à réaliser la durabilité.



Ensuring Sustainable Democratic Governance and Human Rights in the Southern Mediterranean



- D'autres villes ont des difficultés pour identifier leur groupe cible. C'est notamment le cas en ce qui concerne la migration et les migrations de transit, où les villes ne connaissent pas les personnes ni leurs besoins. Le fait de ne pas connaître le groupe cible signifie aussi que les personnes visées ne prennent pas part aux mesures participatives qui sont prises pour associer les habitant-e-s à la prise de décisions.
- Certaines villes ont des difficultés à proposer des espaces agréables à leurs habitant-e-s, ce à quoi elles ont remédié en réservant des parcelles de terrains pour créer des parcs.
- Une ville a souligné l'ampleur du phénomène du chômage. Elle a créé de nouvelles possibilités d'emploi, mais ce n'est pas suffisant.
- D'une manière générale, la nécessité de créer des espaces d'interactions positives entre les groupes dans l'idée de faire disparaître les préjugés, a été soulignée. Cela permet aussi de s'assurer que tou-te-s les habitant-e-s ont le sentiment de faire partie de la ville. Un travail a été mené sur ces aspects au moyen des programmes d'ambassadeurs afin de tisser des liens entre les communautés.

Les expert-e-s ont donné aux participant-e-s des exemples de la manière dont la participation peut être encouragée et mesurée dans différents domaines (économique, social, civique/politique, sanitaire et culturel). Ces domaines sont également couverts par l'index ICC qui permet de comprendre les résultats obtenus par la ville dans les mêmes domaines. La session s'est poursuivie avec une discussion et une présentation des [bonnes pratiques](#), y compris au sein du réseau ICC. Une action concrète a été mise en œuvre dans plusieurs villes à travers le monde : c'est la carte de séjour, qui permet aux habitant-e-s d'accéder aux services municipaux, quel que soit leur statut juridique dans le pays. D'autres bonnes pratiques ont été partagées : la coopération avec le secteur privé pour donner plus de visibilité aux entreprises dirigées par des migrant-e-s, les projets qui s'efforcent d'impliquer les parents dans la vie scolaire ainsi que les éléments de différentes cultures, les aménagements urbains pour créer des espaces multi-activités et l'utilisation de méthodes participatives.

La discussion sur le sujet était animée et a bénéficié de la conception très participative. Là encore, des domaines de travail communs ont pu être trouvés.

2^{ème} journée – Élaboration de stratégies interculturelles

La journée s'est achevée par une présentation des experts ICC Anne Bathily, Daniel de Torres et Phil Wood sur l'élaboration de stratégies interculturelles.





La présentation portait sur la méthodologie qui permet d'élaborer une stratégie interculturelle locale. Chaque ville qui se veut être une cité interculturelle doit avoir une stratégie qui lui est propre et qui soit adaptée à son contexte local, bien que la stratégie ne doive pas nécessairement prendre la forme d'un document unique. Une série de questions peut être utilisée pour engager le travail, tant pour les responsables que pour les habitant-e-s de la ville. En posant les bonnes questions, la ville peut mieux cerner les domaines qui sont importants pour les habitant-e-s, mais aussi ceux qui ont besoin d'être développés. Cela permet ainsi à la ville de définir ses priorités dans l'élaboration des politiques. Le [guide pas à pas](#) propose des étapes concrètes sur lesquelles se concentrer lors de l'élaboration des politiques. En outre, il a été souligné pendant la présentation qu'une stratégie est un document vivant qui doit évoluer avec la ville.

2^{ème} journée – Enseignements

L'académie s'est achevée par une session de synthèse au cours de laquelle tou-te-s les participant-e-s ont mis en évidence les idées principales à retenir. Les principaux enseignements étaient les suivants :

- L'interculturalisme ne se limite pas à des principes, c'est une valeur qu'il faut internaliser. Cette valeur doit être diffusée au sein des organisations et des structures pour garantir une approche globale.
- Il est nécessaire d'élaborer une nouvelle stratégie pour que chacun se sente le bienvenu dans un monde en mutation où il faut surmonter les problèmes ensemble. Les municipalités ont un rôle important à jouer à cet égard.
- Il est nécessaire de mettre en place une coopération entre les villes au niveau national et international. La coopération avec le niveau national ainsi qu'avec toutes les parties prenantes concernées est également essentielle. Nous devons tirer des enseignements des bonnes pratiques mises en place et des erreurs commises. Ensemble, nous sommes plus forts.
- Dans le cadre de l'élaboration de stratégies interculturelles, des outils utiles ont été présentés, comme le [guide pas à pas](#) et les fondements de l'interculturalisme. Les stratégies devraient être interactives et répondre aux besoins des habitant-e-s.
- Il faut tenir compte de l'avantage de la diversité et de la richesse qu'elle apporte. Pour cela, les autorités doivent s'efforcer d'inclure tout le monde, de créer des emplois et d'offrir des opportunités. La coexistence est précieuse et nous avons beaucoup à apprendre des villes présentes.



Ensuring Sustainable Democratic Governance and Human Rights in the Southern Mediterranean



- Les autorités locales doivent travailler conformément au cadre juridique existant, mais elles peuvent s'efforcer d'aller au-delà du rôle traditionnel de la municipalité et prendre des initiatives dans des domaines où elles n'étaient généralement pas très actives par le passé.
- Nous devons apprendre à transformer la peur de la différence en quelque chose de positif.
- Il ne faut pas sous-estimer la puissance de l'appartenance/citoyenneté.
- L'avenir du monde dépendra des villes intelligentes qui s'en remettent non seulement à la technologie mais qui mettent aussi à profit la connaissance, l'énergie et l'expérience de tou-te-s leurs habitant-e-s, d'origines diverses, pour favoriser le progrès économique et social.

Conclusions et avis

La première académie interculturelle tenue au Maroc a fait naître de nombreuses idées et inspirations nouvelles pour l'avenir. Il ressort des avis recueillis auprès des participant-e-s que la grande majorité d'entre eux/elles ont bien compris l'interculturalisme comme un principe de politique publique ainsi que la valeur ajoutée qu'il apporte lorsqu'il s'agit d'examiner positivement l'inclusion des migrant-e-s et des réfugié-e-s. La plupart des participant-e-s ont aussi fait part de leur intérêt pour un réseau ICC et de sa nécessité, et ont précisé qu'il fallait adopter des rôles plus actifs dans les réseaux déjà existants.

Les principaux enseignements étaient axés sur la partie plus souple de l'interculturalisme, à savoir un ensemble de principes qu'il convient de mettre en œuvre et de prendre en considération dans toutes les actions menées au sein de la ville. En introduisant les principes dans les politiques et les stratégies, et en veillant à ce que tous les quartiers de la ville comprennent les principes, il sera possible de renforcer la cohésion et l'interaction.

Les points à améliorer doivent être moins nombreux pour garantir une meilleure compréhension des domaines de l'académie. Bon nombre des participants ayant répondu à l'enquête ont également demandé une approche plus participative et davantage de possibilités pour les villes de se parler pour détecter les problèmes communs et trouver des solutions communes.

L'académie a aussi été l'occasion de parler des réseaux nationaux des cités interculturelles et de leurs avantages potentiels pour les villes de la région. Ces discussions se poursuivront séparément avec chaque ville et réseau. L'ICC était ravi de voir que plusieurs villes souhaitaient rejoindre le programme ICC et entrer dans un réseau pour poursuivre le travail dans le domaine de l'interculturalisme.

Les organisat-eur-ice-s ont remercié tou-t-e-s les participant-e-s pour leur participation et leur avis.



Ensuring Sustainable Democratic Governance and Human Rights in the Southern Mediterranean

Funded
by the European Union
and the Council of Europe



EUROPEAN UNION

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Implemented
by the Council of Europe

Vous trouverez des nouvelles sur l'événement sur le [site web de l'ICC](#), sur [Facebook](#) et [Twitter](#) ainsi que sur le site web du [Programme Sud III](#) et sur [Facebook](#).

